

mais 1990, un commando venu de Kinshasa s'introduit sur le campus dont l'électricité a été coupée va massacrer des dizaines d'étudiants à l'arme blanche.

Pour être épargné, le cri de reconnaissance des étudiants Angbandi est " Lititi " auquel on doit répondre " Mboka " <sup>1</sup> (Annexe V, tome II, p.501). Les étudiants non Ngbandi seront sauvés par leurs collègues qui vont leur glisser le mot de passe. D'autres seront carrément massacrés et leurs corps emportés avant l'aube vers une destination inconnue et le commando volatilisé. Pour le gouverneur de la province du Shaba : " il s'agit d'un " règlement de compte tribal " entre étudiants : les parents et amis Angbandi ont voulu, en représailles, venger leurs trois enfants sauvagement maltraités par les étudiants shabiens " sachant très bien que c'est du mensonge.

#### *ii - Les salariés*

Le mouvement étudiant s'amplifiera à l'arrivée en renfort des femmes congolaises qui, exténuées par la souffrance et inquiétées par l'aggravation de la crise sociale, organisent un gigantesque marche dans les artères de Kinshasa le 6 août, suivie des salariés (employés de l'ONATRA [Office National des Transports], de la fonction publique, chauffeurs de taxis, etc.)<sup>2</sup>.

Pour ces salariés dont la majorité est issue de la fonction publique, leur contestation politique s'explique par la remise en cause de leurs avantages et de leurs privilèges. Le déficit démocratique et l'absence de libertés, supportables en période de forte croissance économique, écrit ainsi Achille Mbembe<sup>3</sup>, leur paraîtront d'autant plus intolérables en période de crise et les conduiront à porter leur désarroi sur le terrain de la revendication politique.

---

1 Lititi Mboka signifie la bonne herbe du village en langue Ngbandi.

2 Cf. les différents mémorandums en annexes

3 A. Mbembe, " L'Afrique noire va imposer ", in *Le Monde Diplomatique*, Paris, avril 1990. Dans son article, l'auteur montre comment les politiques d'ajustement structurel ont un coût politique et social, lequel conduit à une accélération des évolutions politiques et sociales en cours. Dans le même ordre d'idées lire Michel Banock, *Le processus de démocratisation en Afrique. Le cas camerounais*, L'Harmattan, Paris, 1992, note 6, pp.23-24.

Ainsi au Congo-Kinshasa, la faillite du système mobutu s'est accompagnée d'une profonde crise financière qui est la cause directe du mécontentement populaire (fonctionnaires, enseignants, voire étudiants dont les bourses sont impayées depuis des mois).

### *iii -Les Eglises*

Le réveil des revendications démocratiques a été, selon Joseph Roger de Benoist " directement provoqué dans plusieurs pays par des déclarations des Eglises<sup>1</sup> ".

Nous n'avons qu'à regarder le cas du Bénin où les évêques ont été parmi les premiers à prendre parti pour le régime de gouvernement démocratique et contre le parti unique.

Dans le n°257 de la revue Zaïre-Afrique, Kâ Mana exprime ainsi les raisons de ces engagements :

" Les Eglises d'Afrique redécouvrent avec rigueur la fécondité de la parole qu'elles ont à annoncer et qui se dévoile soudain comme une puissance de transformation radicale au moment où l'Afrique a justement besoin de cette transformation "<sup>2</sup>.

Au Cameroun, une Lettre pastorale, rédigée le 27 mai 1990 mais rendue publique le 3 juin, jour de la Pentecôte, dénonce la situation générale du pays et en appelle au pluralisme politique.

Au Mali, avant le renversement du régime autoritaire de Moussa Traoré, l'église malienne, dressa un diagnostic accablant pour le pouvoir sur la situation du pays, dans une Déclaration des évêques du 17 février 1991.

---

1 J.Roger de Benoist, " Les " clercs " et la démocratie ", in *Afrique Contemporaine*, 4ème trimestre 1992, p.185.

2 Kâ Mana, " Les Eglises africaines face aux mutations actuelles de l'Afrique : Une analyse des prises de position récentes des Eglises protestantes et catholiques du continent africain ", *Zaïre-Afrique* n° 257, août-septembre 1991.

Au Congo Brazzaville, l'église catholique se prononça dès avril 1990 en faveur de la démocratie et de l'état de droit à l'occasion de la 18<sup>ème</sup> Assemblée Plénière de l'Episcopale.

C'est dès lors l'ensemble des Eglises chrétiennes qui s'engagent dans la campagne en faveur de la démocratie.

Au Congo-Kinshasa, les églises congolaises ont joué un rôle important d'opposition au régime mobutiste en s'élevant contre les atteintes aux droits de l'homme, dénonçant la détresse morale et sociale de populations abandonnées à leur sort. Le cas le plus surprenant est celui de l'Eglise du Christ au Zaïre (ECZ) qui a toujours soutenu et apporté son appui inconditionnel au régime et à la personne de monsieur Mobutu. Cette fois, elle a pris position pour le changement. Ainsi, le 27 août, les dirigeants de l'ECZ, s'étant rendu compte de la gravité de la situation, se réunirent à Kinshasa et adressèrent un message à la fois au peuple Congolais et aux dirigeants congolais ( voir Annexe VIb, tome II, p.531).

Pour cette association des Eglises protestantes, la crise de 1990 était une crise d'hommes et il fallait nécessairement une conférence nationale pour la résorber<sup>1</sup>.

Lors de leur 27<sup>ème</sup> Assemblée générale, les évêques catholiques congolais publient une Lettre pastorale dans laquelle, ils dénoncent la peur, l'angoisse et l'incertitude face à l'avenir du pays. Après un mémorandum incisif (Annexe VI, tome II, p.520) en date du 19 mars 1990 critiquant la primauté du Parti sur l'état, les évêques dénoncent trois mois plus tard, le 16 juin, la captation des richesses<sup>2</sup>

---

1 Lire les documents : « Réflexions du Comité exécutif régional de l'Eglise du Christ au Zaïre sur le bon fonctionnement du MPR et ses organes, Eglise du Christ au Zaïre », *Synode régional du Kasai-Oriental*, Mbujimayi, 10 p. ; « Mémorandum de l'Eglise du Christ au Zaïre au Président-Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution, Président de la République du Zaïre, Eglise de Christ au Zaïre, Secrétariat national, Kinshasa-Gombe, » 7 p. ; et Lettre pastorale du Comité exécutif national de l'Eglise du Christ au Zaïre au peuple de Dieu face à la situation socio-politique au Zaïre, Eglise du Christ au Zaïre, Secrétariat national, Kinshasa-Gombe, 6 p. ;

Lire également l'article de Philippe B. Kabongo-Mbaya, " Protestantisme zaïrois et déclin du mobutisme ", in *Politique Africaine*, n°41, mars 1991, Karthala, pp.72-89.

2 Lire J.François Bayart, *L'état en Afrique. La Politique du ventre*, Fayard, 1989, 439 p.

Selon cet auteur : " ... la captation des ressources publiques par un petit nombre d'individus et leur redistribution sur un mode clientéliste, mode de gestion de la chose publique qu'il popularisa par l'expression " la politique du ventre " fut sans doute pour partie à l'origine du processus de démantèlement du monopartisme en Afrique subsaharienne " .

nationales par une minorité, condamnant le massacre des étudiants du campus de l'université de Lubumbashi, et appellent le pouvoir à respecter fidèlement les aspirations légitimes du Peuple.

Le 22 septembre suivant, les évêques précisent leur engagement politique en écrivant dans une nouvelle lettre que " la démocratie apparaît comme une aspiration générale du peuple zaïrois ".

Cinq mois plus tard, le 23 février 1991, ils réclament la tenue d'une conférence nationale ou table ronde ", pour recréer un nouveau consensus et porter remède à l'actuelle crise de la société et des institutions nationales ".

#### *iv - Partis d'opposition*

Le 31 août, quarante partis d'oppositions demandent clairement la convocation d'une Conférence nationale souveraine, la dissolution de l'Assemblée nationale, la création d'une commission constitutionnelle, le remplacement de tous les gouverneurs de province en poste par des hommes nouveaux et crédibles. Ils demandent aussi l'amnistie générale et sans conditions pour tous les détenus et exilés politiques en plus du dédommagement ainsi que de la réintégration dans l'armée nationale de tous les officiers suspendus pendant la deuxième République pour délit d'opinion<sup>1</sup>.

La fin de l'année 1991 s'approchant mais le processus démocratique amorcé depuis le mois d'avril ne se mettant pas toujours en marche, pour l'Opposition, c'est Mobutu qui bloque tout. Il ne semble pas se plier à la volonté du peuple qui réclame la tenue d'une Conférence nationale souveraine.

Les partis politiques se créent et le désordre s'empare petit à petit du pays.

---

<sup>1</sup> Afana Désiré, La balade démocratique du Zaïre. Sept ans de transition tumultueuse (1990 - 1997). Collection HIPOC, Kinshasa, 1998, p. 16.

**Tableau 3 : Les premiers partis politiques agréés au Congo-Kinshasa**

N°	DENOMINATION	SIGLE	PRESIDENT	N° ARETE MINIST ERIEL
01	Mouvement Populaire de la Révolution	MPR	(N'singa Udju) Mobutu Sese Seko	91-024
02	Union des fédéralistes et des Républicains Indépendants	UFERI	Nguz-a-Karl i Bond	91-025
03	Front Commun des Nationalistes	FCN	Mandungu Bula N. / Kamanda wa Kamanda	91-026
04	Convention Nationale des Démocrates pour un Ordre Nouveau	CONDOR	Kabaidi wa Kabaidi	91-027
05	Alliance des Démocrates pour le Développement National et la Défense des Libertés	ADDL	Kawata B.	91-028
06	Parti Démocratique pour le Développement Communautaire	PADDEC OM	Mwana-Nteba	91-029
07	Parti Démocratique	PD	Ukoko Upikadio	91-030
08	Convention Démocratique pour le Développement	CDD	Nyindu Kilenge	91-031
09	Union Sociétaire pour le Développement Intégral	USDI	Binda Phumu M.	91-032
10	Centre d'Echange et de Regroupent Africain	CEREA	Weregemere Na-N	91-033
11	Parti pour la Solidarité des Indépendants et des Paysans	PSIP	Ndangiankasa	91-034
12	Alliance Nationale des Démocrates pour la Reconstruction	ANADER	Kimbu Ki-Lutete	91-035
13	Alliance des Bâtisseurs du Zaïre	ABAZI	Mayamba Tashar	91-045
14	Parti du Peuple Uni	PPU	Matunda Lumina	91-046
15	Parti des Nationalistes Fédéralistes		Kisimba Ngoy	91-048
16	Union pour la Démocratie et le Progrès Social	UPDS	Kibassa Maliba	91-049
17	Mouvement National Lumumba	MNL	Gbenye	91-050
18	Rassemblement Démocratique pour la République	RDR	Mungul-Diaka	91-051

*Presse et Histoire du Congo-Kinshasa : Le Discours de la Presse et son rôle dans le processus de démocratisation 1990 - 1995*

19	Parti Démocratique et Social Chrétien	PDSC	Ileo Songo-Amba	91-053
20	Rassemblement des Libéraux pour le Progrès	RLP	Tala-Ngai Elima	91-087
21	Parti National pour le Développement Rural	PANADE RU	Kanda-a-Mukor	91-88
22	Parti Social Africain	PSA	Jibi Ngoy	91-089
23	Démocratie Chrétienne Fédéraliste	DCF	Ngoma Ngabu	91-090
24	Union Démocratique Africaine	UDA	Kalala Mukinay	91-091
25	Front National pour le Salut de la République	FNSR	Kashasa Mwenda	91-093
26	Parti Social Démocrate	PSD	Mokede	91-094
27	Jeunesse Républicaine du Zaïre	JR	Munga Mukayi	91-102
28	Eveil National pour le Redressement et le Développement	ENRD	Tshiamanga Katshi	91-103
29	Front de Libération Nationale du Zaïre	FLNZ	Makinda Wata-Wata	91-104
30	Mouvement de Solidarité pour le Développement	MSD	Mutuza Kabe	91-105
31	Parti Progressiste pour l'Intégration de la jeunesse Montante	PIJM	Namumba Lenghe	91-106
32	Parti Libéral pour le Développement	PLD	Lumbu-Lumbu	91-107
33	Parti Libéral Chrétien	PLC	Hamaweja M	91-108
34	Forum National pour la Démocratie	FND	Massamba ma M	91-109
35	Mouvement National de la Communauté Lumumbiste	MNC/L	Ngoy Nduba K.	91-110
36	Parti National Africain	PNA	Mutuza Bravabame	91-111
37	Alliance des Sociaux Démocrates	ASOD	Tshobo-i-Ngoma	91-112
38	Mouvement National des Compatriotes Rénovés	MNCR	Nepa B.M._	91-113
39	Mouvement d'Action pour le Réveil de la Conscience	MARC	Kanyonga B.L.	91-114
40	Rassemblement du Peuple pour la Démocratie et le Développement Intégral	RPDI	Mukenge Ndibu	91-115
41	Union Nationale Progressiste de la Jeunesse	UNPJ	Kinzonzi D.	91-116
42	Alliance de Base pour l'Action	ABACO	Mabanda S._	91-117

*Presse et Histoire du Congo-Kinshasa : Le Discours de la Presse et son rôle dans le processus de démocratisation 1990 - 1995*

	Commune			
43	Parti Néo-Chrétien Démocratique	PNCD		91-118
44	Parti Démocrate Nouvelle Génération Politique	PND	Mwinyi Hanza B	91-119
45	Parti National du Renouveau pour le Développement	PNRD	Kutubisa B.K._	91-120
46	Alliance Démocratique Fédérale et Sociale	ADF	Nlandu Ndo-F.	91-121
47	Parti National du Développement Communautaire	PNDC	Musawo Mbayo	91-122
48	Mouvement Nationaliste Démocrate	MND	Kitete Kekumba	91-123
49	Alliance Nationale pour la République	ANR	Kikila Kikomula	91-124
50	Rassemblement Démocratique pour le Développement	RDD	Namegabe M	91-125
51	Mouvement Populaire Africain	MPA	Mwema Nsingi	91-126
52	Union Républicaine pour le Développement du Zaïre	URDZ	Futa Mudiambula	91-127
53	Alliance des Démocrates pour le Renouveau	ADR	Kasalambi T.M.	91-131
54	Convention Nationale Chrétienne de Rassemblement pour la Solidarité et le Partage	CNCR	Tshilo M	91-132
55	Parti Social et Libéral	PSL	Monanga wa N.	91-133
56	Parti National pour la Liberté, la Démocratie et pour le Progrès	PLDP	Kapena M._	91-134
57	Union des Socio-Nationalistes	USN	Weregemere B.	91-135
58	Parti du Peuple pour le Développement Economique et Social	PDES	Mutombo N	91-136
59	Forum des Démocrates pour le Renouveau	FDR	Kadima wa Kadima	91-140
60	Rassemblement des Démocrates Libéraux	RDL	Mwamba Mulunda	91-141
61	Parti National pour le Renouveau	PNR	Ehombo Baseko	91-142
62	Union pour la Démocratie et le Progrès Social - Direction Politique Rénovée	DPR	Ntumbabo M.	91-149
63	Parti Démocrate Islamique	PDI	Elongo wa C._	91-150
64	Parti pour la Conscience Nationale	PACONA	Kalombo Yombo	91-151

*Presse et Histoire du Congo-Kinshasa : Le Discours de la Presse et son rôle dans le processus de démocratisation 1990 - 1995*

65	Ligue pour la Qualité de la Vie	LV	Mboma Kiri-K.	91-152
66	Union Nationale pour la Liberté et le Développement	UNLD	Kabange N.M	91-192
67	Parti Socialiste du Zaïre	PSZ	Ngbanso Djobo	91-193
68	Parti de la Protection d'Allah et Son Prophète Mohamed Roi Souverain	PAPRA	Honoré-Djuma Anambeku	91-19
69	Mouvement National de la Convention Lumumba Originelle	MNC/L Originel	Mende Omalanga	91-195
70	Front National Zaïrois	FNZ	Kalemba Kakoba	91-196
71	Front Patriotique Uni	FPU	Kalala Tuikale	91-197
72	Parti du Redressement National	PRN	Ndua Sachiman	91-198
73	Parti Démocratique et Social	PAFES	Takez Ekir	91-199
74	Les Forces Nouvelles du Progrès	FPN	Kadimba M.B.	91-200
75	Parti Progressiste Africain	PPA	Kambuyi M.M.	91-201
76	Organisation des Démocrates Autonomes du Peuple pour le Renouveau	ODAPR	Citondo Koni	91-202
77	Rassemblement Politique Islamique	RPI	Saleh bin Saleh	91-203
78	Front Patriotique pour le Renouveau	"Front Patriotique"	Kinkela Vi Kan'sy	91-204
79	Jeunesse Libérale Progressiste	JLP	Tshibwabwa M._	91-250
80	Parti pour la Liberté et Progrès	PLP	Phoba-did-Panzu	91-251
81	Parti Lumumbiste Unifié	PALU	Gizenga Antoine	91-252
82	Parti des Unitaristes progressistes	PUP	Kisimba	91-253
83	Rassemblement Général des Paysans pour le Renouveau	RGPR	Mbombo wa K._	91-254
84	Mouvement National des Combattants Lumumbistes Authentiques	MNCL/A U	Ekongo O._	91-255
85	Parti National Social Démocrate	PNSND	Mangala M.N	91-256
86	Rassemblement des Nationalistes Lumumbistes Démocrates	RNLD	Tshief Empenge	91-257
87	Front Islamique Démocratique du Salut National	FIDSN	Kumbi Aziz	91-258
88	Parti des Intégristes Zaïrois	PIZ	Ngelezi Mashingu	91-259
89	Rassemblement de Solidarité Juvenile	RSJ	Mena Lufua	91-260

*Presse et Histoire du Congo-Kinshasa : Le Discours de la Presse et son rôle dans le processus de démocratisation 1990 - 1995*

90	Congrès National pour l'Unité	CNU	Amuri Kizito	91-261
91	Union pour la Défense de Consommateurs	UDECO	Munongo Mwepu	91-262
92	Rassemblement du Peuple Déshérité	RPD	Likata Ngandi B.	91-263
93	Karuya	Karuya	Kabuya Karamoto	91-264
94	Convention pour la Réconciliation et la Confiance Nationale	CRCN	Kinvuela L. Bakul	91-265
95	Mouvement de Solidarité pour le Progrès Social	MSPS	Inoka Bongenya	91-266
96	Mouvement National pour le Progrès Social	MNPS	Mumbenya Kisonde	91-267
97	Rassemblement du Peuple pour la Reconstruction Nationale	RPRN	Lukezo	91-268
98	Rassemblement pour la Démocratie Sociale	RDS	Lukombo D.N.	91-269
99	Mouvement de Réveil pour la Conscience Nationale	MRCN	Zuato Kombese	91-270
100	Front Républicain	FR	Lupumba Kamanda	91-271
101	Mouvement des Nationalistes du Cartel des Jeunes Indépendants	MNCPI	Tabu Ngena L.	91-272
102	Forces Ouvriers Nationalistes	FON	Mbong-l-Ber	91-273
103	Fédération des Associations Culturelles du Zaïre	FAC	Kandolo Mukeni	91-274
104	Association Zaïroise pour la Promotion des Valeurs Culturelles	AZAPRO VAC	Binda Sapwe	91-275
105	Convention National de Développement	CND	Kabanda Ilunga	91-276
106	Front Unifié du Salut	FUS	Muembamba	91-277
107	Rassemblement pour le Bien Commun	RBS	Kalunga wa N._	91-278
108	Parti Zaïrois de Développement	PZD	Motompe mwa L	91-279
109	Union des nationalistes Progressistes	UNP	Ekengo Limba	91-280
110	Parti Socialiste	Les Socialistes	Nzamba N.W.	91-302
111	Rassemblement des Jeunes Nationalistes	RJN	Bolamba M.A.	91-303
112	Alliance pour la Défense des Acquis du Mobutisme	ADAM	Baramoto Kpama Kata	91-304

*Presse et Histoire du Congo-Kinshasa : Le Discours de la Presse et son rôle dans le processus de démocratisation 1990 - 1995*

113	Solidarité pour le Développement National	SODENA	Muhunga M.N.	91-305
114	Parti pour l'Unité Nationale	PUNA	Abou L.B._	91-306
115	Mouvement des Combattants Socialistes	MCS	Mashiku V.	91-307
116	Parti Travailleiste pour la Reconstruction	PTR	Mbomba N.B.	91-308
117	Solidarité	"Solidarité"	Kibu T.T.	91-309
118	Mouvement d'Union National pour le Développement Intégral	MUNDI	Tshinema K.	91-310
119	Fédération Libérale pour la Renaissance	FLD	Masunda M.	91-311
120	Union Chrétienne pour le Renouveau de la Justice	UCRJ	Mukuba B.	91-312
121	Parti du Peuple pour la Démocratie Sociale	PPDS	Mpondja B	91-397
122	Convention des Alliances Communautaires Africaines	COACA	Kabamba wa Kabamba	91-398
123	La Nouvelle Alliance pour le Progrès de la Démocratie	NAPD	Mwena M.L.	91-399
124	Rassemblement des Démocrates Progressistes	RDP	Gamu-Kuba	91-400
125	Mouvement des Jeunes Radicaux	MJR	Amissso Lombe	91-401
126	Rassemblement des Ouvriers et Paysans	ROP	Selenge Molondo	91-412
127	Mouvement pour la Nouvelle République	MNR	Manziambo M. Manziambo M.	91-402
128	Rassemblement National Démocratique	RND	Nole Munini Martine	91-403
129	Force Populaire Africaine	FPA	Sophie Zala L. Nkanza	91-404
130	Rassemblement des Jeunes pour la Reconstruction de la République	RJR	Tshiashala	91-405
131	Alliance des Paysans Indépendants	API	Bakajika	91-406
132	Mouvement des Réformistes Démocrates	MRD	Milegha wa B.	91-407
133	Organisation du Peuple pour la Démocratie et le Progrès	OPDP	Mulumba K._	91-408

134	Mouvement National de Combat pour la Liberté, la Démocratie et le Développement	MNCLD		91-409
135	Parti pour la Démocratie et la Liberté Totale	PDLT	Mpoyi Bakishi	91-410
136	Union des Démocrates Indépendants	UDI	Thambwe Mwamba	91-411

Une observation se dégage à la suite de ce tableau : l'évolution des partis politiques est plus complexe. Ils se multiplièrent, écrit Ndaywel (1997, 765) dès l'instant où il fut permis de dépasser le multipartisme à trois. Plus de trois cents partis politiques furent créés. On peut les classer de différentes manières. L'une d'entre elles distingue les partis de la " vraie opposition ", de ceux qui ne seraient que des annexes du MPR, forgés de toutes pièces par le pouvoir pour faire diversion et noyauter l'opposition par une majorité numérique faite d'opportunistes. Ceux-ci furent qualifiés de " partis alimentaires " puisqu'ils furent créés en vue de faire fortune.

Dans le même sens que Ndaywel, Ngal, écrit : " le multipartisme intégral offrait à Mobutu l'avantage de pouvoir mieux jouer sur la multiplicité de partis, afin de mieux gouverner, selon l'adage, écrit-il, diviser pour mieux régner. C'est alors, poursuit-il, que l'on vit pousser une poussière de partis, suscités souvent par lui, mais dont beaucoup n'avaient de parti que le nom. Sans assise populaire. On les désignait d'un terme consacré, pour la plupart d'entre eux "parti alimentaire " : sans programme, sans adhérents, se limitant, la plupart du temps, à trois membres : un président, un secrétaire général et un trésorier général. Certains ne comptant que le comité directeur composé des seuls membres d'une même famille "1.

Un autre clivage selon Ndaywel, perceptible au niveau de la conscience collective, est celui qui démarque les partis " unitaristes " des " fédéralistes ".

---

1 Ngal Georges, *La condition démocratique. Séquestre du Palais du peuple*, Edition Tanawa, Saint-Denis, France, 2002, p. 29.

Les " unitaristes " regroupent le MPR, PALU, FCN, MNC, MNC/L, MNC/O. Les " fédéralistes " regroupent quant à eux UFERI, DCF, PNF, ADF, FAC, FLD.

D'autres typologies peuvent également y être appliquées. On peut distinguer les partis d'obédience lumumbiste, ABACO, ABAZI, PSA, MNCL, COACA, MARC.

L'engouement religieux suscita la création de certains partis " chrétiens " : PDSC, DCF, PNCD, PLC, CNCR, sans oublier l'intérêt que justifia la promotion rurale ou de la jeunesse en créant, par exemple, le PSIP, PNDC, PDES, RDP, API, JLP, RSJ, RJN, MJR, RJR.

Le 3 décembre 1990, les militaires affamés, pillèrent systématiquement les magasins, les entrepôts et les boutiques du centre ville de Kinshasa. Les pillages s'étendent dans les quartiers et prennent l'allure d'une vindicte populaire. Chacun allait piller qu'il voulait. C'est ce débordement du mois de décembre qui ramena Mobutu à la raison de " reprendre les affaires " de la Nation en main : le paiement des salaires et la convocation de la Conférence Nationale Souveraine

## **2 - Les causes exogènes**

Il serait injuste d'aborder le processus de démocratisation africain sans tenir compte de l'environnement géopolitique dont elle dépend. Le contexte international de libéralisation auquel on assiste est un élément qui participe à l'évolution politique des pays africains subsahariens.

### *A - La Perestroïka<sup>1</sup>.*

Pendant la Guerre froide, les puissances de l'OUEST et celles de l'EST ont encouragé le même modèle de régime politique fondé sur l'institutionnalisation du parti unique. On peut alors dire que jusqu'en 1985, avec l'arrivée de M. Gorbatchev et la politique de perestroïka et de glasnost en URSS, la démocratie multipartisane était subversion, pathologie à la fois pour les responsables des deux Blocs. On peut même considérer que c'est à ce niveau qu'il faut situer l'idée derrière la tête d'hommes d'Etat, d'hommes politiques occidentaux qui ont soutenu que l'Afrique subsaharienne était impropre à la démocratie multipartisane ; qu'elle était contraire à ses traditions.

Après 1989-1990, quinze pays de l'Europe de l'Est<sup>2</sup> qui subissaient l'emprise soviétique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et début 1990 pour les pays subsahariens dont le Congo-Kinshasa se sont engagés dans un processus de transition. Celle-ci s'est produite à travers des conjonctures de crise dans lesquelles se développaient des possibilités de changement des régimes politiques.

Ces changements, lorsqu'ils se produisent dans un régime autoritaire dont ils marquent la dissolution peuvent s'orienter dans trois directions que rappellent

---

<sup>1</sup> Le Petit Robert, édition 1990, définit ce mot russe de reconstruction, restructuration. En URSS, c'est une politique de restructuration économique mise en œuvre par monsieur Gorbatchev à partir de 1985 et qui s'appuie notamment sur la pratique de la glasnost ou la politique de transparence de la vie politique.

<sup>2</sup> L'Europe de l'Est n'existe plus ; l'appellation avait été inventée durant la guerre froide pour désigner le bloc soviétique.

O'Donnell et Schmitter<sup>1</sup> : " L'installation d'une forme de démocratie, le retour à un nouveau pouvoir autoritaire ou l'émergence d'une alternative révolutionnaire ".

Ces pays ont suivi de trajectoires singulières. Chaque pays préfère se définir par ce qui le distingue. Ils (les pays de l'est européen) aspirent pour la plupart à rejoindre l'Union européenne et l'Otan, alors qu'ils sortent à peine de régime contre lesquels avait été conçue l'Alliance atlantique<sup>2</sup>. Ils constituent, à bien des égards, une sorte de laboratoire des transformations en cours à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle ; notamment les changements politiques et économiques, modifications des comportements et des mœurs, émergence des particularismes, de nouveaux types de guerre ou des nouvelles croyances collectives.

Les discours sur le changement sont dominés par la démocratie. Sous l'ancien régime la revendication au cœur de nombreuses luttes devient le qualificatif obligé des programmes des nouveaux partis politiques. Toutes les formations se réclament de la démocratie. Car leur ambition étant l'adhésion à l'Union européenne, il est de leur intérêt à avoir des institutions garantissant la démocratie conformément aux critères politiques définis par le Conseil Européen, en juin 1993.

Le Conseil a défini les critères politiques afin d'évaluer les candidatures à l'union européenne : " l'adhésion requiert, de la part du pays candidat, qu'il ait des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection " <sup>3</sup>.

Il ne suffit pas seulement de décréter la démocratie pour l'atteindre mais la mettre en pratique au quotidien. Or l'expérience des plus vieilles démocraties occidentales nous a appris depuis longtemps qu'aucun régime n'est parfaitement démocratique. C'est le cas de Croatie, de la République Fédérale de Yougoslavie, voire de Bosnie-Herzégovine et des pays africains dont la plupart des libertés

---

1 O'Donnell Guillermo et Schmitter Philippe, *Transition from Authoritarian Rule. Tentative conclusions about uncertain Democracies*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986, p.8.

2 Jean Yves Potel, *Les 100 portes de l'Europe centrale et orientale*, les Editions Atelier / Ed. Ouvrières, Paris, 1998, p.101.

3 *Conseil Européen*, Copenhague, juin 1993, p.101.

élémentaires sont bafouées, des irrégularités des élections, les partis d'opposition brimés.

Donc la démocratie a encore du chemin à faire. Par contre, dans les autres, les règles démocratiques sont admises et pratiquées : la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie ou la Macédoine, la République tchèque, la Lituanie, le Bénin, etc. qui ont adopté une nouvelle constitution par référendum ou voie parlementaire.

Ces textes rompent tous avec les deux principes fondamentaux des régimes politiques de types soviétiques : le rôle dirigeant du parti communiste et l'unité du pouvoir d'Etat à la base de la conception marxiste-léniniste. Ils sont remplacés par les principes démocratiques : la primauté de l'élection libre des représentants au suffrage universel, la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, l'autonomie locale, les libertés publiques, la liberté économique, etc. Tous les gouvernements s'appuient sur une majorité politique issue d'élections, les libertés individuelles sont garanties, les droits de l'opposition respectés.

Ce mouvement qui marque la fin de la guerre froide, eut un impact considérable sur le déclin du parti unique zaïrois, érigé économiquement sur le modèle capitaliste et, idéologiquement conçu à l'image du marxisme-léninisme.

A propos de cette Perestroïka en Afrique, Lye M. Yoka écrit : " ... que la Perestroïka africaine n'est plus seulement une mutation opérée d'un ordre à un autre. C'est, chez nous, un acte d'exorcisme : il s'agit, par la magie du verbe régénérateur récupéré par les vrais sages de la cité, de conjurer la malédiction des systèmes politiques qui ont ensorcelé et enchaîné l'Histoire, c'est-à-dire la mémoire et la conscience collectives, sous la férule de potentats déguisés en prophètes "1.

Ainsi, la perestroïka en Afrique signifie la fin des fausses prophéties et des fausses dévotions, lesquelles ont pour noms culte de la personnalité, apartheid, culture de la dissimulation et de l'hypocrisie, crimes politiques et économiques, etc. C'est pourquoi, Béchir ben Yahmed, de *Jeune Afrique*, a raison d'écrire, à propos du processus démocratique : " Entrer en démocratie ne peut se ramener à trois pas hors

de la dictature. C'est une *doctrine différente*. Entre les deux il n'y a pas une différence de degré mais de nature ; on ne change pas de pièce dans la même maison, on change de maison et on détruit la première. On change de religion politique ".<sup>2</sup>

Il était donc normal qu'en Afrique, la perestroïka ait mis la palabre, haut moment d'exorcisme collectif, en exergue des procédures démocratiques. Il est significatif en revanche que dans beaucoup de nos pays, notamment au Congo, cette palabre se soit cabrée : les exorcistes assermentés, véritables prophètes du seul Vrai et du seul Bien, ne font encore ni chorus ni quorum, au milieu de la cohue et forum des envoûtés et des possédés d'une histoire apparemment maudite.

L'évolution rapide des événements en Europe de l'Est, la disparition brutale du président roumain, Ceauscescu, ami personnel de Mobutu, dans des conditions très cruelles, inhumaines et dégradantes, la Roumanie avec laquelle le Zaïre a depuis plusieurs années des liens politiques privilégiés, ayant de ce fait accru sa coopération technique avec le Zaïre, affecte sérieusement Mobutu<sup>3</sup>.

### ***B - Pressions internationales***

En plus de ce qui se passe en Europe de l'Est, d'autres évolutions plus proches en Afrique ont dû également influencer le régime zaïrois. Que ce soit à Niamey, à Cotonou, à Dakar ou à Abidjan, la fin 89 et le début 90 sont marqués par une remise en cause des pouvoirs en place. Mobutu n'est plus l'incontournable interlocuteur et médiateur dans les grandes manœuvres géopolitiques qui se dessinent plus particulièrement en Afrique australe. Mauvaises relations entre le Zaïre et les grandes institutions internationales dont la Banque mondiale qui dresse un constat de nouveaux dérapages qui se sont produits en matière de finances publiques et de dépenses non productives fragilisent le pouvoir de Mobutu.

---

1 Lye Mudaba Yoka, " Kinshasa, signe de vie ", *Cahiers Africains* n° 42. L'Harmattan, Paris. 1999, p. 90.

2 *Jeune Afrique* n° 1458 du 14 décembre 1988.

3 Lire à ce propos J. C. Willame, De la démocratie " octroyée " à la démocratie enrayée, Zaïre, années 90, CEDAF, Bruxelles, vol. 1, 1991

Un signal est donné au Zaïre par la diplomatie américaine. Le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, M. James Baker " a donné au président Mobutu des conseils amicaux au sujet des réformes économiques, des droits de l'homme et de la démocratie. Il lui a conseillé de tenir compte des forces du changement qui se manifestaient déjà visiblement à travers l'Afrique, afin d'éviter qu'elles ne le balaient<sup>1</sup>.

Conséquence de ce réchauffement diplomatique pour le Zaïre fut une diminution progressive du soutien américain. Les U.S.A., la Belgique révisèrent leur politique de soutien sans faille à Mobutu, à part la France qui l'a soutenu jusqu'à sa mort.

---

<sup>1</sup> Discours prononcé par M. Cohen le 6 novembre 1991 au Congrès, cité par Willame, op.cit., p.26.

## CHAPITRE II - CONSULTATIONS POPULAIRES

Faisant face aux pressions intérieures et extérieures, Mobutu changea brusquement son attitude. Le 14 janvier 1990, en réponse aux vœux de nouvel an au Corps constitué de la République, il annonce à ses compatriotes sa volonté d'organiser un large débat national sur le fonctionnement des institutions politiques de la deuxième République, en les invitant de lui transmettre leurs idées et leurs considérations au regard des exigences socio-économiques de développement<sup>1</sup>

### 1 - Discours de Nouvel An du chef de l'Etat aux Corps constitués, le 14 janvier 1990

*" (...) Depuis que la perestroïka s'est déclenchée en Europe de l'Est, les intellectuels et dirigeants africains réfléchissent en sens divers sur le devenir de notre continent. Certains se dépouillent de l'habit idéologique qui est mis en cause ; d'autres envisagent l'introduction du multipartisme à l'Occidentale ; d'autres encore parlent de favoriser l'émergence des tendances au sein de leurs partis, et bien d'autres stratégies que l'on avance sur le mode de gouvernement dans notre continent (...). En tout état de cause, il va sans dire qu'au sein de la grande famille qu'est le Mouvement populaire de la révolution, il est impensable, voire même impossible, qu'une unanimité puisse exister sur tous les problèmes de la vie nationale (...) Aujourd'hui que la paix et l'unité nationale sont retrouvées, notre principale tâche, à mon avis, est de réfléchir ensemble, dans la sérénité sur les voies à suivre pour consolider toujours ces acquis et canaliser, au travers d'un débat politique libre, démocratique et permanent, toutes nos énergies vers les objectifs nobles de développement national.*

*Ainsi, le pluralisme politique, dans le contexte zaïrois, doit prendre en compte dans la formulation de notre politique nationale, toutes les sensibilités et toutes les contingences politiques, culturelles, ethniques, géophysiques, bref, notre géopolitique nationale (...). Ce*

---

<sup>1</sup> Mobutu Sese Seko, Discours de Nouvel an aux Corps constitué de la République, le 14 janvier 1990.

*mouvement national est né de la réaction du peuple tout entier à la situation antérieure d'anarchie à la base de laquelle se trouvait, plus précisément plaqué sur nos réalités, le multipartisme à la mode de l'Occident. Le peuple zaïrois a donc éprouvé dans l'amertume les effets de ce multipartisme. Je constate également que les quelques rares pays africains qui ont adopté le schéma du multipartisme sont soumis aux mêmes contraintes que les autres, et n'ont pas bénéficié, de la part des Occidentaux, de l'élan de solidarité que ceux-ci manifestent actuellement à l'égard des pays de l'Europe de l'Est. C'est que cette démonstration de la solidarité à laquelle nous assistons et qui nous paraît d'ailleurs tout à fait naturelle, est fondée beaucoup plus sur des liens de consanguinité, d'histoire, de géographie et de culture que sur le simple sentiment de soutien au vent de la liberté qui secoue avec violence cette partie de l'Europe (...). Ces aspects, au regard du respect des Droits de l'homme comme de tant d'autres questions se rapportant aux stratégies politiques, économiques et sociales de développement de notre pays, feront l'objet de la session extraordinaire du Comité central que je convoquerai incessamment. Mais, auparavant, j'entreprendrai, comme à l'accoutumée, une tournée dans toutes les régions du pays en vue de reprendre langue une nouvelle fois avec le Zaïre profond. En attendant, et pour alimenter et enrichir la réflexion des membres du Comité central, j'invite toutes les forces vives de la Nation (...) à transmettre au secrétariat général du Mouvement populaire de la révolution ou par le canal de mon bureau, leurs idées et leurs considérations libres sur le fonctionnement de nos institutions au regard des exigences socio-économiques de développement ”.*

Il est à remarquer que dans ce discours les thèmes sociaux et économiques sont absents au profit du “ fonctionnement de nos institutions au regard des exigences socio-économiques de développement ” et Mobutu ne fait plus référence au MPR mais ne fait qu'annoncer qu'il convoquerait prochainement une session extraordinaire du comité central qui n'aura jamais lieu.

Le 22 janvier, Mobutu met en route les mesures annoncées dans son discours du 14 janvier en signant deux ordonnances dont la première crée un Bureau national de Coordination de la consultation populaire. Du 19 janvier au 29 mars 1990, le

président Mobutu sillonne les provinces du pays<sup>1</sup> écoutant les citoyens congolais débiter leurs griefs et leurs revendications publiquement.

Les voyages présidentiels dans toutes les villes du pays sont amers. Des revendications ont été si véhémentes que Mobutu s'énervait et mettait fin précipitamment au meeting. Des mémorandums prennent les allures de pamphlets jusqu'à exiger le procès du régime.

## **2 - Quelques extraits de compte rendu des meetings<sup>2</sup> des voyages présidentiels**

### ***A - Compte rendu du meeting à Kisangani***

*(...) La salle de cinéma " Eros ", près du " Zaïre-Palace ", est choisie par sa contenance, mais elle est si délabrée qu'elle fait piètre effet ! La foule s'assoit dans des fauteuils troués. On ne l'a avertie qu'au dernier moment, sécurité oblige. Mobutu veut lui faire face.*

*La discussion est lancée par Mobutu lui-même, mais vite reprise en main par les gens. Le parti-Etat est mis au pilori : il est inutile, il sert à enrichir un ramassis de malhonnêtes, il sème la terreur avec sa milice d'ailleurs non rémunérée, qui se paie elle-même sur le dos du peuple, etc.*

*(...) On dénonce son incompetence, sa corruption, sa fusion inadmissible avec l'administration, désastreuse pour le service public qui a cessé d'en être un depuis fort longtemps. La pléthore bureaucratique est aussi le fait du parti - Etat et, en conséquence, on a la baisse des compétences et du dévouement des fonctionnaires. La baisse des salaires publics procède de cette profusion de cadre inutile, mais chacun bien arrimé à son poste d'où il peut " racketter " les " citoyens " !*

---

1 Goma, Bukavu, Kindu, Kisangani, Bandundu, Matadi, Kinshasa, Mbuji-Mayi, Kananga, Lubumbashi,

2 A ce propos, voir Gbabendu E. et E. Efolo, *Volonté de changement au Zaïre. De la consultation populaire vers la conférence nationale*, Vol. I, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 49 ; Willame, op. cit. pp. 36-40.

(...) Mais le " clou " de la soirée va être l'intervention pathétique d'une bonne maman zairoise. Après la monotonie des doléances des étudiants, des fonctionnaires, des enseignants, des chômeurs, voici le " panier de la ménagère " qui revient :

Je suis mère de famille nombreuse. Mon mari gagne mensuellement 5.000 zaires. Maman Bobi, votre épouse, est ici. Voici, chère Maman, ces 5.000 zaires : fais le marché, et qu'on voie le résultat !

Et la brave femme de tendre un billet de 5.000 zaires à madame Mobutu interloquée !! Une clameur d'approbation soulève la salle. La tribune est silencieuse...

La suite est envahie par les doléances des paysans, parents pauvres s'il en fut de la société zairoise. Brouhaha dans la salle...

(...) Mobutu se lève en silence : Bon. Si c'est ma tête qui ne vous plaît plus, je m'en irai !

La foule trépigne de joie. La séance est suspendue, la salle vidée aussitôt.

### **B - Compte rendu du meeting à MBUJI MAYI**

(...) Comme de coutume, la mobilisation populaire avait fait merveille. Plusieurs milliers de citoyens attendaient sur le tarmac que se posent l'avion présidentiel et celui des hôtes belges.

Femme aux pagnes frappés de portraits de Mobutu, chefs traditionnels couverts de gris-gris et d'amulettes en os ou en peau de bête, enfants fascinés par les caméras, la population attendait depuis des heures, sous des banderoles qui proclamaient : " Le MPR à jamais ". Mais elles disaient aussi, de manière plus compliquée, " Grâce à la clairvoyance de son chef, le Zaïre est à l'abri de toutes sortes de tempêtes idéologiques ", ou encore " La consultation populaire est une preuve de démocratie ".

(...) Saluant brièvement la délégation belge, c'est ostensiblement à la population que le Président dédia ses premiers saluts. Il passa les troupes en revue, puis, d'un pas énergique, arpenta les abords du tarmac où la foule criait et dansait. Par la suite, il devrait longuement écouter les chants de bienvenue du chœur des femmes qui, soudain, se mirent à chanter en